

SUISSE

BREXIT HOWARD: retour à Londres?

Certains gestionnaires de hedge funds recherchent une qualité de vie que Genève ne peut pas offrir. La centaine d'employés de Brexvan Howard actuellement basée dans la cité de Calvin, dont le cofondateur Alan Howard et le partenaire fondateur Nagi Kawkabani, semblent ainsi en manque de la vie nocturne à Londres. «Les économies d'impôt ne semblent pas toujours valoir mieux que la vie dans une petite ville», a déclaré un investisseur en hedge funds basé à Londres à l'agence Reuters. Le gestionnaire, dont la moitié des 400 collaborateurs travaillent toujours dans la capitale britannique, se trouverait ainsi en négociations pour louer près de 40.000 m² d'un nouvel immeuble situé au cœur du quartier des hedge funds. Les taux d'imposition maximum des revenus sont en train de se rapprocher, et les adaptations à l'AIFMD rendent la Suisse également moins attrayante du point de vue réglementaire.

UBS: milliers d'emplois menacés dans le IT

Quelque 10.000 emplois sont menacés à UBS, écrivait samedi le *Tages Anzeiger*, citant des sources proches de la direction générale. La banque, qui a adopté un vaste programme d'économies, doit présenter ses résultats trimestriels le 30 octobre prochain et pourrait donner à cette occasion des indications sur la mise en oeuvre de ce programme. A la fin juin 2012, la banque employait dans le monde 63.520 personnes dont 22.500 en Suisse. Selon le quotidien, les suppressions d'emplois devraient toucher le service IT (service informatique) de la banque. Ce service, dirigé par la Britannique Michele Trogni, doit considérablement réduire ses frais de fonctionnement d'ici 2015, avec un budget devant passer de 3,6 milliards de francs en 2012 à 2,25 milliards dans trois ans. Dans ce secteur, ajoute le journal, on s'attend à ce que la banque supprime 20% de tous ses effectifs.

AVALOQ: reprise de Höll Computer & Software

Avaloq renforce sa présence en Allemagne. Le spécialiste zurichois des logiciels bancaires s'empare, pour un montant non dévoilé, de la société Höll Computer & Software GmbH, sise à Rüsselsheim, près de Francfort-sur-le-Main (Hesse). Cette entreprise, créée en 1983, emploie 30 collaborateurs. Ceux-ci seront tous repris par Avaloq et demeureront basés à Rüsselsheim. Le fondateur, Robert Höll, conserve son poste de directeur général. La firme sera pleinement intégrée à Avaloq et opérera sous le nom Avaloq Software (Allemagne) GmbH. Elle édite les solutions bancaires ITREXS, dédiées à la gestion privée, de patrimoine et d'actifs. Vontobel Europe, Julius Baer Europe ou encore la Bourse de Stuttgart notamment emploient ces produits. Ce rachat s'inscrit dans la stratégie d'internationalisation d'Avaloq. Lequel a étoffé, en outre, dernièrement ses activités dans un nouveau centre de développement en Ecosse.

Les institutionnels veulent mesurer l'impact de leurs investissements

IMPACT FINANCE. La société de gestion genevoise Symbiotics s'allie avec le britannique Oxfam et la Ville de Londres.

MARJORIE THÉRY

Des synergies se forment entre la finance et le monde du développement, visant à mesurer l'impact effectif d'un investissement. Il en va ainsi de la collaboration entre Oxfam, organisation de développement britannique, la «City of London Corporation», organisation de promotion de la Ville de Londres et Symbiotics, société genevoise de gestion spécialisée en microfinance.

La City of London Corporation est active dans le domaine des investissements responsables depuis près de trois ans. Katie Hill, conseillère en investissements responsables au bureau de développement économique de la Ville participe au développement de ces pratiques «l'ancien directeur des investissements était déjà très impliqué dans les investissements responsables, c'est en rencontrant un représentant d'Oxfam qu'est née l'idée d'un rapprochement de nos deux entités et de la création d'un fonds de placement auquel j'ai participé». Oxfam, qui célèbre ses 70 ans cette année, a ici le rôle de mesurer l'impact des investissements. Dans son rôle «d'impact adviser» pour le fonds, Oxfam utilisera ses connaissances locales et son expérience du développement pour offrir un service de recherche sur l'impact. Le premier «focus» sera porté sur les activités qui encouragent l'emploi et l'insertion de femmes, la création d'emplois et la sécurité alimentaire dans les économies à revenus faibles. Le fonds vise à créer directement 100 000 emplois de qualité dans les 5 premières années.

Le fonds, lancé cet été, vient de réaliser son premier investissement sous forme de prêt de 1 million de dollars à une institution de financement d'équipements basée en Asie. Le fonds est axé sur l'impact social de petites et moyennes entreprises (SEIIF - The Small Enterprise Impact Investing Fund). C'est le premier fonds d'investissement du genre, ayant pour but d'investir exclusivement dans des petites et moyennes entreprises situées dans des pays en développement ou émergents par le biais d'intermédiaires financiers locaux. «L'objectif du fonds est d'atteindre 100 millions de dollars sous gestion dans les 3 ans, qui seront investis dans un portefeuille de dettes et actions largement diversifié, visant le profil de risque le plus faible possible et l'impact le plus important» déclare Roland Dominicé, CEO de Symbiotics, qui gère le fonds. La City of London Corporation a déjà investi 500 000 dollars dans le fonds. D'après Elizabeth Lyle, en charge des partenariats chez Oxfam, le choix de Symbiotics comme gestionnaire du fonds s'est fait assez naturellement «Symbiotics est un des acteurs majeurs sur le marché de la

microfinance, ils ont une masse sous gestion importante et un track record de près de 10 ans. De plus, ils ont des bureaux en Europe, en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. Une présence globale est essentielle dans ce domaine.»

Outre l'aspect financier, l'objectif d'Oxfam tout comme de la City of London Corporation est aussi de donner un sens à leurs investissements et une cohérence par rapport à leurs missions respectives. «Le secteur privé a un rôle crucial à jouer pour aider les gens à sortir de la pauvreté. Il a le potentiel pour accompagner les PME des pays en développement, à une échelle qui n'est tout simplement pas possible d'atteindre avec les structures financières traditionnelles ou avec l'aide des Etats» déclare Barbara Stocking, CEO de Oxfam.

D'après les recherches d'Oxfam, il y a une quantité importante de petites entreprises en Afrique et en Asie étouffées par l'accès limité au crédit, bien qu'elles soient reconnues comme un des moteurs principaux de la croissance dans de nombreuses économies. Ce secteur n'est pas encore couvert par les fonds de microfinance existant, et le fonds SEIIF a pour but de combler ce manque. «L'impact investing reste un concept relativement nouveau, autant pour les marchés financiers que pour les partisans du développement. Oxfam a longtemps défendu le rôle que l'industrie du financement pouvait jouer dans l'éradication de la pauvreté et maintenant nous voulons le prouver» ajoute Barbara Stocking. Gavin Stewart, membre du comité d'investissement du fonds indique que «c'est une manière innovante et stimulante de mettre ensemble les compétences du secteur privé d'un leader de son marché comme Symbiotics avec l'expérience et la connaissance d'Oxfam en terme d'impact. Je me réjouis de participer au succès de ce nouveau fonds».

Une part significative des entreprises visées par le fonds SEIIF sont actives dans les domaines de l'alimentation et de l'agriculture de première nécessité. Actuellement, environ 500 millions de petites exploitations agricoles dans les pays en développement fournissent des denrées alimentaires pour 2 milliards de personnes, et les femmes participent pour une part prépondérante à cette production. Selon la FAO (Food and Agricultural Organisation), si ces femmes avaient accès à plus de ressources pour produire davantage, le nombre de personnes souffrant de la faim dans le monde pourrait être réduit de 100 à 150 millions de personnes. La FAO a également déclaré que l'investissement soutenant les femmes dans l'agriculture pourrait augmenter la pro-



ROLAND DOMINICÉ. Le fonds vise à créer 100.000 emplois de qualité dans les 5 premières années.

duction totale des pays en développement de 2.5% pour atteindre 4%.

Greg Williams, porte parole de la City of London Corporation explique: «en tant qu'investisseur institutionnel nous voulons être certains d'avoir un impact réel à travers nos investissements et soutenir l'économie sociale». Pointant

du doigt certaines failles de la place financière londonienne, il ajoute que «la City of London Corporation est une entité très ancienne mais avec un rôle moderne. Nous avons toujours supporté notre économie mais nous avons aussi le rôle d'exprimer notre désaccord. Depuis 2007 au début de la crise nous avons travaillé pour impulser des réformes des institutions financières de la City. Nous voulons reconstruire un pont entre la finance et la société. Nous soutenons également un projet de marché boursier socialement responsable («social stock exchange») à l'île Maurice en 2013. Un de nos rôles est aussi de soutenir le développement de pratiques durables». Pour Elizabeth Lyle «l'idée est aussi de favoriser l'innovation financière et les compétences loca-

les en construisant de nouvelles façons d'investir. Nous voyons cela comme une opportunité pour la place londonienne». Greg Williams est du même avis «il y a actuellement une fenêtre d'opportunité dans les investissements durables car les institutions financières doivent faire un effort pour répondre à la demande de leurs clients». Elizabeth Lyle conclut: «Malheureusement le système réglementaire n'est pas forcément encourageant, c'est pour cela notamment que le fonds est enregistré au Luxembourg pour des raisons de pragmatisme. Mais cela s'inscrit dans un système de mondialisation finalement assez vertueux: l'idée est partie de Londres, le fonds est enregistré au Luxembourg et géré en Suisse puis investit en Afrique ou en Asie». ■

La cryptographie dans le secteur financier

ID QUANTIQUE. Sterci sécurise son service de messagerie financière avec la solution intégrée de l'entreprise genevoise.

ANNE RÉTHORET

ID Quantique confirme sa place dominante sur le marché de la cryptographie pour la protection des données bancaires. L'entreprise spécialisée dans la cryptographie conventionnelle et quantique s'est associée avec Interoute pour offrir une solution de transport au cryptage renforcé pour les services de cloud de Sterci. Dernier client en date après des établissements de renommée, tels que Swissquote, Notenstein et Hypo-swiss.

La solution a été déployée entre les centres de données de Genève et de Zurich. L'objectif de ce dernier projet en date est de répondre à des exigences croissantes de sécurité de la de Sterci, ainsi qu'aux obligations légales. Sterci atteint donc le niveau de conformité élevé SWIFTReady. A noter que, l'équipement de chiffrement est surtout vendu en Europe, Suisse comprise, car l'important service après-vente qu'il nécessite réclame une certaine proximité avec le client, mais aussi de nombreux contacts avec les fournisseurs, qui eux, sont plus faciles à trouver en Europe. Selon Grégoire Ribordy, CEO d'ID Quantique à Carouge (GE), travailler avec Interoute pour fournir de façon des solutions de sécurité aux clients sous un uni-

que Service Level Agreement est un élément clé de la stratégie d'ID Quantique. «Cela fait partie de l'évolution de notre modèle. Les clients peuvent ainsi bénéficier de nos solutions de chiffrement selon des modalités qui correspondent à leur entreprise, sans avoir à consulter différentes entités pour la mise en place du système», explique-t-il.

En termes de chiffre d'affaires, l'année de 2012 est qualifiée par le CEO, comme stable. «Pourtant l'année précédente notre chiffre d'affaires avait vu une croissance de 30% par rapport à 2010.» Il semblerait donc que le secteur soit en train de revoir sérieusement le type de services de sécurité qui s'offrent à lui.

Outre le domaine bancaire, ID Quantique imagine par ailleurs un potentiel dans certains services gouvernementaux et dans la transmission de données sensibles dans le secteur de la santé. Pour l'heure, les professionnels de la santé ne sont pas encore portés sur cette question, mais la sécurité de l'information va finir par s'imposer. C'est donc une étape importante pour cette société créée en 2001. Elle valide ainsi un nouveau modèle. Ce système pour l'heure unique sur le marché suisse a été développé par des chercheurs qui ont réussi à maintenir un système de cryptographie quantique en parfait état de fonctionnement pendant plus d'un an et demi.

Aujourd'hui, un nombre important d'établissements financiers locaux ont déjà recours à la cryptographie quantique pour certaines applications spécifiques. Car même si sa puissance est reconnue,

cette méthode de chiffrement connaît ses limites. Elle ne peut pas aujourd'hui s'envisager sur des distances supérieures à 100 kilomètres. Pourquoi cette limite? Essentiellement parce que la méthode de chiffrement repose sur des photons, autrement dit des particules de lumière, que l'on fait circuler dans des fibres optiques.

Une grande partie de la contribution de ce système tient donc au hasard absolu qui caractérise le monde quantique. Diverses propriétés peuvent caractériser un photon particulier et notamment sa phase. En effet, il faut se souvenir qu'une particule quantique peut être décrite comme une onde, comme une sinusoïde qui se répète. On peut décrire à quel état du cycle un photon se trouve quand on l'observe.

On ne peut toutefois pas observer une particule sans changer ses caractéristiques. Si un espion veut intercepter la communication chiffrée, il doit accéder à la clé cryptographique. Dans ce cas, il doit mesurer les états de phase des photons utilisés pour échanger cette clé. Seulement, en observant ces particules, il perturbe leurs propriétés.

S'il a prouvé sa fiabilité sur plus de dix-huit mois, ce système est-il inviolable pour autant? Cette question a donné lieu à un large débat en 2009, lorsque des chercheurs indépendants, d'ailleurs mandatés par ID Quantique, ont découvert des failles, par ailleurs comblées depuis. L'invulnérabilité est donc question de définition. La cryptographie quantique répond aux exigences de la sécurité de principe. ■